



Industrie
Canada

Industry
Canada

Micro

Volume 8, Numéro 4
Printemps 2002

*Bulletin de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique**

**Numéro spécial sur
la productivité**
Dans ce numéro...

DOSSIERS

- *La corne d'abondance de la République irlandaise*
- *La politique sociale comme stimulant de la productivité?*
- *Toutes les formes d'investissement étranger direct (IED) ne s'équivalent pas*
- *Conférenciers éminents
Gale Johnson :
Population, alimentation
et savoir
Brendan Walsh : Libérer
le tigre celtique*

Les dimensions de la productivité

L'amélioration du niveau et de la qualité de vie est un objectif fondamental de la politique micro-économique. L'expérience des pays développés et en développement montre que la croissance de la productivité est le principal moteur de la croissance du revenu. Par conséquent, beaucoup d'efforts sont consacrés à mieux comprendre les diverses facettes de la croissance de la productivité. Deux des documents passés en revue dans ce numéro de *MICRO* représentent des contributions en ce sens.

Richard G. Harris, de l'Université Simon Fraser et de l'Institut canadien de recherches avancées, examine le rôle joué par la politique sociale dans la croissance de la productivité. Dans *Politique sociale et croissance de la productivité : quels sont les liens?*, l'auteur constate qu'il n'y a pas encore de preuve concluante démontrant qu'un plus grand

effort axé sur les dépenses sociales et les politiques visant à réduire l'inégalité hausse la croissance de la productivité.

La transformation de la République irlandaise — qui figure aujourd'hui parmi les dix pays les plus riches au monde alors qu'elle était le pays le plus pauvre d'Europe au début des années 80 — a été examinée par Pierre Fortin de l'Université du Québec à Montréal et de l'Institut canadien de recherches avancées, avec un apport significatif de Brendan Walsh de la National University of Ireland à Dublin. Dans *Le boom économique irlandais : les faits, les causes et les leçons*, il arrive à la conclusion que plusieurs conditions favorables ainsi que des politiques propices à la croissance expliquent le miracle irlandais. L'une des constatations de Fortin est que l'investissement étranger direct a été un facteur important de la réussite de l'Irlande.

Événements à venir

Aspects sociaux et marché du travail : les liens nord-américains

Industrie Canada et Développement des ressources humaines Canada ont joint leurs efforts pour commanditer une douzaine d'études sur des questions touchant aux aspects sociaux et du marché du travail des liens nord-américains. Ces études seront publiées dans un document de recherche d'Industrie Canada.

Table ronde sur l'investissement

La Direction de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada organise une table ronde de spécialistes sur le thème « Faire du Canada une destination de choix pour les ressources internationalement mobiles (RIM) », qui aura lieu à l'automne 2002. Cette table ronde permettra de faire un tour d'horizon des questions de recherche et des défis que posent sur le plan des politiques les efforts visant à attirer et à conserver les RIM, dans le but de réaliser une série d'études plus approfondies. Les RIM englobent notamment les installations de fabrication, les fonctions fortement valorisées liées à certaines activités des sièges sociaux des multinationales comme l'investissement, les installations de recherche-développement et la planification stratégique, ainsi que le capital humain hautement spécialisé. Keith Head et John Ries, de l'Université de la Colombie-Britannique, rédigeront un « document de réflexion » qui servira de cadre de référence aux discussions en table ronde et aux études commanditées.

**Les opinions exprimées dans ces articles sont celles des auteurs et ne reflètent aucunement celles d'Industrie Canada ou du gouvernement du Canada.*

Printemps 2002

Canada

PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE PUBLICATIONS D'INDUSTRIE CANADA

PARUTIONS RÉCENTES

COLLECTION DOCUMENTS HORS SÉRIE

N° 28 — *Définition et évaluation des liens entre commerce électronique et croissance de la productivité*, par Steven Globerman.

COLLECTION DOCUMENTS DE TRAVAIL

N° 36 — *Investissement étranger direct et formation intérieure de capital*, par Walid Hejazi et Peter Pauly.

PARUTIONS RÉCENTES

COLLECTION DOCUMENTS DE DISCUSSION

N° 11 — *Politique sociale et croissance de la productivité : quels sont les liens?*, par Richard G. Harris.

N° 12 — *Le boom économique irlandais : les faits, les causes et les leçons*, par Pierre Fortin.

LA COLLECTION DOCUMENTS DE RECHERCHE D'INDUSTRIE CANADA

Vol. 10 — *Les enjeux de la productivité au Canada*.

MICRO est un bulletin trimestriel servant à diffuser les résultats d'études micro-économiques, publié par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Des sommaires des documents de recherche d'Industrie Canada et le texte intégral des documents de travail, des documents hors série, des documents de discussion et de **MICRO** sont accessibles sur STRATEGIS, le service d'information commerciale en direct du Ministère, à l'adresse <http://strategis.gc.ca/recherche>. Pour obtenir d'autres renseignements au sujet de nos publications de recherche ou pour en commander des exemplaires, veuillez communiquer avec la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique, Industrie Canada, 5^e étage, tour ouest, 235, rue Queen, Ottawa (ON), K1A 0H5. Téléphone : (613) 952-5704; courriel : <micro.news@ic.gc.ca>; télécopieur : (613) 991-1261. ISSN 1198-3558. Numéro de convention de Postes Canada : 181-5199.

Le troisième document examiné dans le présent numéro évalue les flux d'investissement étranger direct (IED) entrant et sortant du Canada. Dans *Investissement étranger direct et formation intérieure de capital*, Walid Hejazi et Peter Pauly, de l'Université de Toronto, se penchent sur l'hypothèse familière voulant que lorsque l'investissement net à l'étranger augmente, l'investisse-

ment, l'emploi et la production sur le marché intérieur diminuent.

L'un des conférenciers éminents dont il est question dans ce numéro, Brendan Walsh, de la National University of Ireland, a traité du *Rôle des politiques fiscales et industrielles dans la renaissance économique de l'Irlande*. La conclusion à laquelle il en arrive est qu'il est préférable

d'avoir un régime neutre pour promouvoir la croissance économique.

Un autre conférencier éminent dont l'exposé est relaté dans ce numéro est Gale Johnson, de l'Université de Chicago. Selon lui, la création et la diffusion du savoir sont la clé de la croissance de la productivité et de l'amélioration de la qualité de vie des gens.

La corne d'abondance de la République irlandaise

Au cours de la dernière décennie, la République irlandaise est devenue l'un des dix pays les plus riches au monde. Aujourd'hui, le niveau de vie de l'Irlandais moyen dépasse celui de l'Européen, de l'Anglais ou du Canadien moyen. Le revenu intérieur réel de l'Irlande a doublé depuis 1989, alors qu'il n'a augmenté que de 16 p. 100 au Canada. Depuis 1993, la performance de l'Irlande sur le plan de l'emploi a permis de rattraper tout le terrain perdu durant les 20 années précédentes, le taux de chômage passant de 16 p. 100 à moins de 5 p. 100 — un boom de l'emploi qui n'a pas d'équivalent dans l'Europe de l'après-guerre.

Les raisons de cette transformation fulgurante sont scrutées à la loupe dans le document de discussion n° 12 d'Industrie Canada, intitulé *Le boom économique irlandais : les faits, les causes et les leçons*, rédigé par Pierre Fortin, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Institut canadien de recherches avancées.

En plus d'offrir un compte rendu détaillé des grandes tendances économiques, l'auteur présente une analyse des facteurs à l'origine de ce boom et il en dégage certaines leçons pratiques pour les responsables des politiques.

Les Irlandais ont mis en place les conditions propices à ce boom au cours des 50 dernières années — des conditions qui ont permis au pays de profiter de la solide reprise économique en Europe et aux États-Unis durant les années 90. Selon Fortin, on a compris très tôt qu'avec une population ne dépassant guère celle de la région métropolitaine de Montréal, la République irlandaise se devait de promouvoir le libre-échange et l'intégration monétaire afin de permettre à sa petite économie ouverte de prendre de l'expansion. Au début des années 70, cette philosophie s'est traduite par une politique libérale envers l'IED. Le régime fiscal irlandais est favorable à

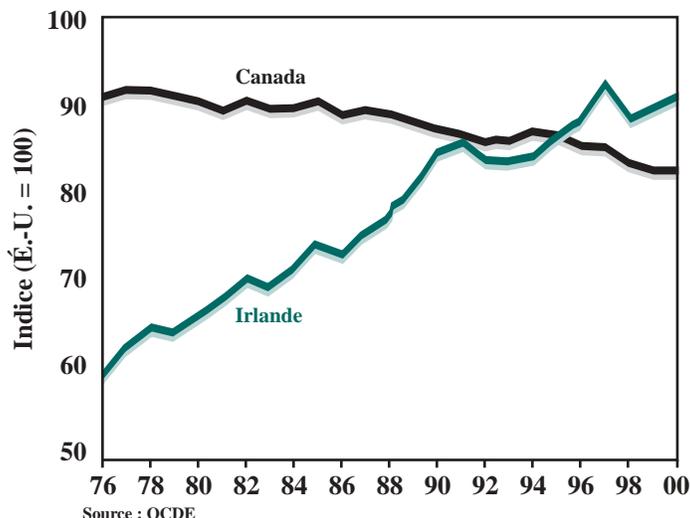
l'investissement depuis les années 50. Le soutien à la gratuité de l'enseignement secondaire et à un secteur de l'enseignement supérieur à faible coût s'est conjugué à un boom des naissances tardif pour assurer une offre abondante de jeunes travailleurs bien scolarisés.

Même si l'auteur affirme que ces politiques à long terme ont contribué à la croissance remarquable de la productivité par travailleur en Irlande — la productivité de ce pays dépasse aujourd'hui celle du Canada et rivalise avec celle des États-Unis — il attribue en partie le miracle irlandais à

« Il s'avère que, depuis des décennies, l'Irlande a réussi à soutenir de manière remarquable la croissance de la productivité à long terme grâce à son ouverture au libre-échange et à l'investissement international, à des politiques industrielles et fiscales favorables aux entreprises, ainsi qu'à la gratuité de l'enseignement secondaire et au faible coût des études supérieures. »

— Pierre Fortin

Productivité : PIB réel par personne employée, Canada et Irlande en comparaison des États-Unis, 1976-2000



« Le revirement soudain de la performance de l'Irlande sur le plan de l'emploi en 1994 est précisément ce qui est à l'origine du boom économique. Un grand nombre de personnes sans emploi, de femmes et d'immigrants ont intégré (ou réintégré) le monde du travail. »

— Pierre Fortin

des facteurs propices à court terme. Du côté de la demande, ces facteurs englobent l'expansion rapide des partenaires commerciaux de l'Irlande en Europe et aux États-Unis, une politique budgétaire stable et des taux d'intérêt réels peu élevés. Du côté de l'offre, on peut citer une abondance de ressources

nouvelles qui a permis de répondre à la demande sans provoquer une reprise prématurée de l'inflation. L'Irlande a pu compter sur un très large contingent de femmes qui n'avaient pas encore participé à la population active et sur d'importants flux d'immigrants. Les salaires ont donc

augmenté plus lentement que la productivité, surtout à la faveur des National Wage Agreements — les ententes consensuelles négociées périodiquement depuis 1987. La simultanéité des effets des politiques à long terme et de conditions propices à court terme ont favorisé une entrée massive d'investissement étranger, notamment venant des États-Unis.

L'auteur tire trois grandes leçons de l'expérience irlandaise pour le Canada :

Appuyer la libéralisation du commerce et de l'investissement internationaux.

Mettre en place des politiques industrielles et fiscales favorables aux entreprises.

Maintenir un secteur de l'enseignement secondaire gratuit et un secteur de l'enseignement postsecondaire à faible coût.

Stimuler la productivité au moyen de la politique sociale

Les politiques sociales pourraient être un déterminant clé de la croissance de la productivité. Le cas échéant, elles favoriseraient non seulement l'équité, mais aussi la croissance économique. La relation d'arbitrage entre l'équité et l'efficacité serait alors rompue. Cela constituerait une autre raison en faveur des politiques sociales dans une économie mixte moderne. Les Canadiens ont réclamé de meilleurs services d'éducation, de santé et d'assurance sociale, non parce qu'ils favorisent une plus grande productivité, mais en tant qu'avantages inhérents à une société de plus en plus prospère et en réponse aux préoccupations plus générales en matière de justice sociale.

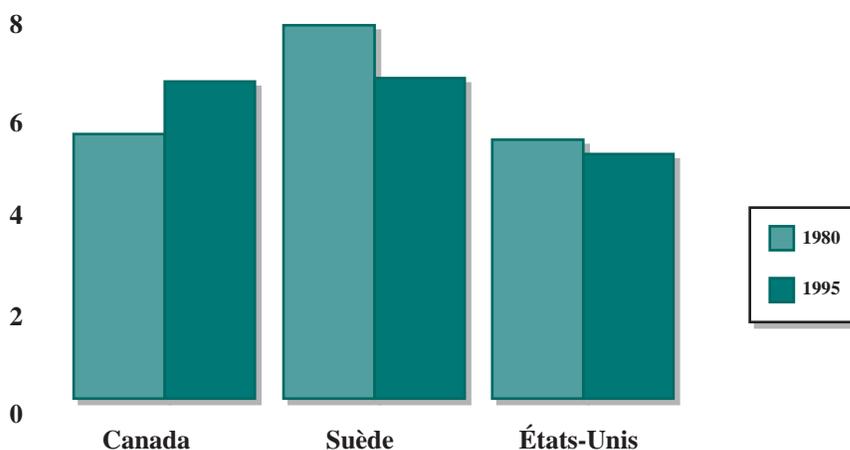
Dans le document de discussion n° 11 d'Industrie Canada, intitulé *Politique sociale et croissance de la productivité : quels sont les liens?*, Richard G. Harris, de l'Université Simon Fraser et de l'Institut canadien de recherches avancées, passe en revue les arguments et les preuves mis de l'avant dans le débat entourant l'impact des facteurs sociaux sur la productivité. L'auteur estime que l'on ne peut pas conclure de façon décisive que la croissance de la productivité est stimulée par un plus grand effort au niveau des dépenses ou des politiques sociales en vue de réduire

l'inégalité. De nouvelles études pourraient faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

Les études reliant l'éducation à la croissance de la productivité constituent la seule exception notable. Elles montrent qu'une scolarité croissante a un effet positif important sur la productivité. Une part substantielle de

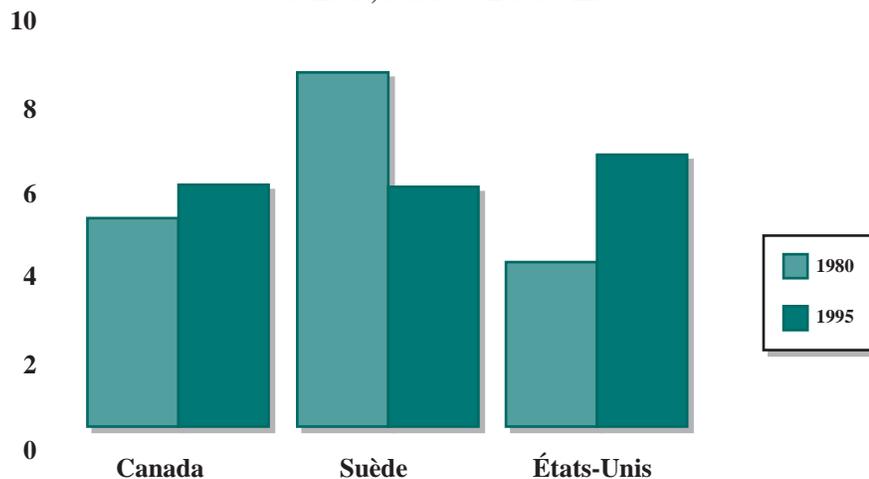
la croissance économique du Canada semble être attribuable au niveau élevé de scolarisation de la population. Les travaux visant à établir un lien entre la productivité et les dépenses de santé sont beaucoup moins convaincants. De façon générale, beaucoup de travail reste à faire pour démontrer l'existence d'un lien précis entre productivité et politiques sociales.

Dépenses d'éducation en pourcentage du PIB, Canada, Suède et États-Unis



Source : Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

**Dépenses de santé en pourcentage du PIB,
Canada, Suède et États-Unis**



Source : Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

la productivité, d'abord aux États-Unis et maintenant au Canada et dans d'autres pays. Conjuguées à une analyse de certains exemples historiques comme la turbine à vapeur, l'électricité et la chaîne de montage dans le secteur de la fabrication, ces études montrent que la politique sociale réagit aux effets économiques qui accompagnent ces transformations.

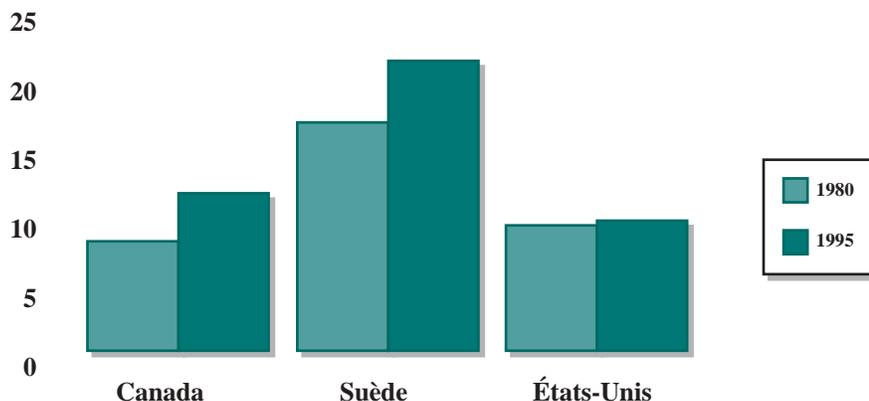
Il y a une période d'ajustement durant laquelle certaines compétences et industries deviennent désuètes. Dans un premier temps, la croissance ralentit, provoquant une hausse des dépenses des régimes de soutien social, de l'endettement et des déficits. À mesure que progresse l'adoption de l'innovation, la productivité augmente, l'inégalité des revenus persiste, mais les revenus sont en hausse et les pressions en vue d'accroître les dépenses dans le cadre des programmes sociaux s'atténuent. Au dernier stade, la croissance ralentit légèrement alors que l'innovation devient largement intégrée à l'activité économique.

Une vision prometteuse du lien entre la politique sociale et la productivité ressort de l'hypothèse de la nouvelle économie, qui vise à expliquer les effets d'une transformation technologique fondamentale au sein de l'économie. Certaines données indiquent que les innovations récentes dans les technologies de l'information et des communications, à savoir l'ordinateur et les télécommunications, sont à l'origine d'une accélération de la croissance de

« Nous traitons d'une problématique où il est prématuré, à la lumière de la théorie et des données disponibles, de tirer des conclusions claires sur le plan des politiques. »

— Richard G. Harris

**Dépenses au titre des transferts en pourcentage
du PIB, Canada, Suède et États-Unis**



Source : Base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales.

L'inégalité diminue mais les dépenses sociales augmentent à nouveau par suite des demandes émanant d'une société plus prospère en vue d'une répartition plus équitable des avantages de la croissance économique et de la justice sociale.

Si cette hypothèse s'avère juste, comme semblent l'indiquer les premières données, les conséquences qui en découlent pour la politique sociale ont des ramifications profondes. Le ratio avantages-coûts d'une politique dépendra de sa capacité de faciliter les ajustements structurels requis par le changement technologique.

À plus long terme, le lien entre productivité et politique sociale pourrait bien avoir un caractère complémentaire. L'incapacité de hausser le niveau de vie ou de maintenir la cadence avec les autres pays avancés représente, à terme, la menace la plus sérieuse pour les programmes sociaux du Canada.

Toutes les formes d'investissement étranger direct (IED) ne s'équivalent pas

« Les résultats indiquent que, sur une base nette, l'IED sortant n'a pas eu d'impact statistiquement significatif sur la formation de capital au Canada. Cela est vrai tant dans l'ensemble de l'économie que dans les industries de services et les autres industries. »

— Hejazi et Pauly

Les données indiquant que l'IED entrant au Canada diminue et que l'investissement étranger direct du Canada à l'étranger augmente depuis quelques années ont préoccupé les responsables des politiques parce que l'on suppose souvent que ces tendances ont des conséquences négatives pour l'économie canadienne. En dépit de sérieuses lacunes sur le plan des données, il importe d'en arriver à une compréhension plus complète, basée sur la meilleure analyse possible, afin de guider la démarche des responsables des politiques.

La formation intérieure de nouveau capital est un indicateur de la capacité d'un pays d'assurer sa prospérité future. Les effets des flux d'IED sur la formation de capital au Canada sont évalués dans le document de travail n° 36 d'Industrie Canada, intitulé *Investissement étranger direct et formation intérieure de capital*, rédigé par Walid Hejazi et Peter Pauly, de l'Université de Toronto. Dans cette étude, les auteurs tentent de vérifier l'argument selon lequel une hausse de l'investissement net à l'étranger entraîne une réduction de l'emploi et de la production sur le marché intérieur, ce qui aurait un impact négatif sur la formation intérieure de capital.

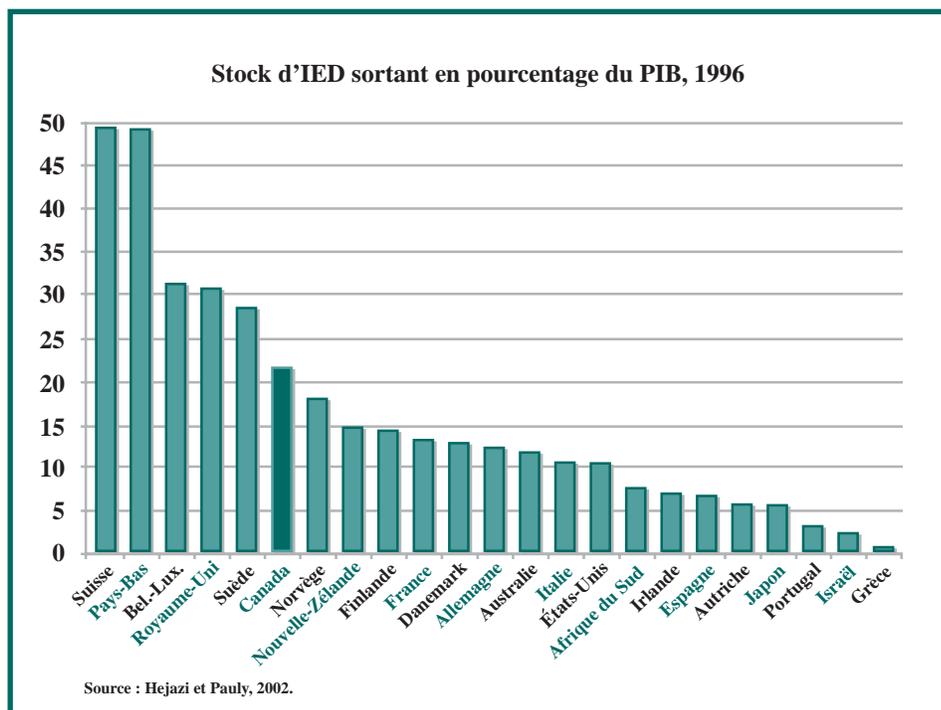
Selon Hejazi et Pauly, il est important d'évaluer ces effets au niveau de l'industrie. Pour estimer l'impact de l'IED sortant sur l'économie canadienne, les auteurs sont d'avis qu'il faut examiner les déterminants de ces flux au niveau de l'entreprise. Le manque de données rend la tâche difficile et les auteurs étudient donc des données indirectes sur le processus décisionnel de

l'entreprise dans le but d'estimer le lien entre l'IED et la formation intérieure de capital.

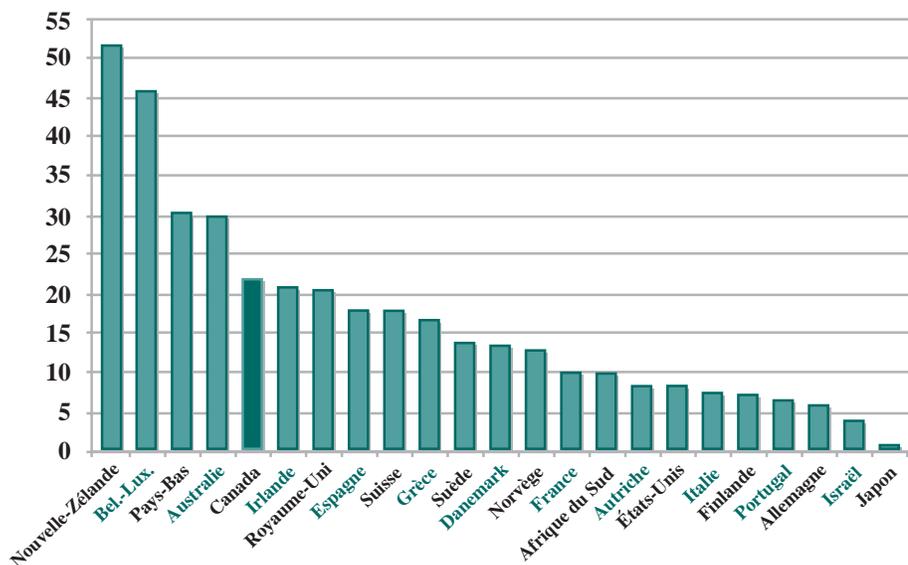
Ils élaborent un modèle pour évaluer l'effet de l'IED sur la formation de capital. Parmi les autres déterminants de l'investissement, il y a le stock de capital réel, les niveaux de dépréciation, les bénéfices et les impôts des entreprises, les dépenses de R-D, et les indices des prix des intrants intermédiaires et des heures travaillées. Les données au niveau de l'industrie pour la période 1983–1995 sont analysées dans

l'optique tant de l'impact général de l'IED que des changements qu'il suscite dans certains secteurs de l'économie.

Pour l'ensemble des composantes de la formation brute de capital fixe (FBCF), les auteurs constatent que, globalement, une hausse d'un dollar de l'IED entrant accroît la formation intérieure de capital d'environ 45 cents. Les effets sur les composantes individuelles ont aussi été estimés. Pour le capital en machines et en matériel, la hausse est de 22 cents, tandis qu'elle est de 18 cents pour les ouvrages de génie, mais de 5 cents seulement pour les structures. L'IED entrant n'a toutefois aucun effet sur la formation de capital dans les industries de services. Les auteurs constatent aussi que l'IED sortant n'a pas d'impact net sur la formation intérieure de capital dans les industries de services. Dans les autres industries, les effets diffèrent selon le secteur, mais l'effet net n'est pas significatif. Un dollar d'investissement sortant a tendance à réduire de 17 cents la formation de capital en machines et en matériel et de 13 cents la formation de capital sous forme de structures dans les



Stock d'IED entrant en pourcentage du PIB, 1996



Source : Hejazi et Pauly, 2002.

industries autres que de services, mais ces effets sont compensés par une hausse de 29 cents de la formation de capital en ouvrages de génie.

Les auteurs se demandent par ailleurs si l'origine ou la destination de l'IED influe sur la formation intérieure de capital. Ils arrivent à la conclusion que, peu importe son origine, l'investissement entrant au Canada a des retombées positives sur la

formation intérieure de capital. Par contre, si l'investissement sortant du Canada vers les États-Unis a un impact positif sur la formation de capital au Canada, l'effet n'est pas significatif lorsqu'il prend la destination du Royaume-Uni. Ce qui peut paraître étonnant, l'investissement vers le reste du monde semble avoir un impact fortement négatif sur la formation de capital au Canada.

« Néanmoins, les résultats montrent que, dans l'ensemble, les hausses du stock d'IED sortant du Canada n'expliquent pas (c'est-à-dire, ne sont pas à l'origine de) la diminution de la formation de capital au Canada. »

— Hejazi et Pauly

Les auteurs préconisent des études supplémentaires afin de déterminer les raisons pour lesquelles les entreprises canadiennes vont s'établir à l'étranger, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ils font une mise en garde contre toute interprétation qui servirait à justifier l'imposition de restrictions à l'IED portant sur un transfert d'activités de production à faible valeur ajoutée vers des pays à salaires ou à coûts peu élevés. Au contraire, les politiques devraient cibler directement les facteurs qui risquent d'avoir une influence négative sur les décisions des entreprises en matière de localisation.

LE PROGRAMME DES CONFÉRENCIERS ÉMINENTS

Remettre en question les idées reçues Population, alimentation et savoir



Gale Johnson
Université de Chicago

Àu début du 18^e siècle, l'évolution du monde était circonscrite par deux ensembles très différents de circonstances concernant la croissance de la population. Jusque-là, l'histoire avait justifié

l'axiome voulant que la croissance de la population soit limitée par le manque de ressources pour la production alimentaire, tel qu'énoncé par Thomas Robert Malthus en 1798. La rareté malthusienne qui engendrait inéluctablement guerres, maladies et famines, correspondait tout simplement à la réalité de l'époque.

Au cours des deux siècles qui ont suivi — avec les mêmes ressources provenant de la terre, de l'eau, du soleil et de l'atmosphère, et très peu de changement dans

le taux de fertilité — la croissance démographique a défié la vision malthusienne. Dans une conférence intitulée *Population, alimentation et savoir*, Gale Johnson a décrit les circonstances qui ont rendu cela possible. Le conférencier a fait observer que l'expansion de la population mondiale durant les années 80 a été presque équivalente à la population totale du monde en 1800, soit 900 millions de personnes. Et, même si la population a littéralement explosé, elle n'a pas souffert pour autant : durant les années 80, l'augmentation du

produit intérieur brut mondial par habitant a égalé le produit intérieur brut par habitant de 1820.

Ce qui a changé, selon Johnson, c'est la capacité du monde de produire des connaissances et de les appliquer. Dans l'état des connaissances au 18^e siècle, le facteur limitant la production alimentaire était la main-d'œuvre. Des méthodes de production agricole mécanisées et plus efficaces ont été mises au point au 18^e et au 19^e siècle, ce qui a permis un déplacement des gens de la campagne vers les villes. Tout au long du 19^e siècle, le taux de mortalité dans les villes était supérieur à celui des régions rurales, mais la sensibilisation accrue aux bienfaits de la propreté de l'eau et de l'hygiène a permis une amélioration notable de l'espérance de vie et de la qualité de vie de la plupart des gens aujourd'hui.

L'espérance de vie a progressé de 170 p. 100 au cours du dernier siècle et le phénomène ne s'est pas limité aux riches. Ces gains ont aussi profité aux groupes ayant un revenu réel par habitant inférieur à celui des pays développés au début du 20^e siècle. Les grandes villes du monde en développement ont, aujourd'hui, un taux de mortalité infantile représentant environ le quart de celui de la ville de New York en 1880.

Johnson soutient qu'une spirale s'est amorcée dans la production du savoir. Avec une population accrue, il y a plus de gens capables de faire une contribution significative aux connaissances. Les avantages

sur le plan de la productivité qui découlent de ces connaissances permettent à une plus grande tranche de la population de se spécialiser dans la création du savoir. Au cours de la dernière moitié du 20^e siècle, tant la part que la quantité absolue des ressources mondiales consacrées à la mise au point de nouvelles connaissances ont augmenté de façon considérable grâce à l'expansion explosive des universités et à la création d'instituts de recherche.

Répondant aux questions qui lui ont été adressées au terme de son exposé, Johnson a évoqué ce qui pourrait être le prochain impact majeur de cette spirale des connaissances sur les plans de l'alimentation et de la population. On estime qu'en 1990, 19 p. 100 de la population des pays en développement souffrait de malnutrition, la majorité dans les régions rurales. Le conférencier prévoit que les connaissances sur les produits alimentaires génétiquement modifiés serviront à accroître le contenu nutritif des approvisionnements alimentaires.

- *Les progrès significatifs de la productivité agricole au 18^e et au 19^e siècles ont rendu possible l'expansion des villes.*
- *Une population croissante et des revenus en hausse ont suscité le développement rapide des universités et des instituts de recherche.*
- *Les avantages de l'expansion du savoir ne se limitent pas aux pays à l'origine de ces progrès, mais se sont propagés à l'ensemble du monde.*
- *Il y a eu une amélioration marquée du bien-être, en termes absolus et relatifs, des populations des pays en développement à faible revenu.*
- *La croissance démographique n'a pas été limitée par l'offre de nourriture mais par les décisions des familles.*

« ... plusieurs mesures fondamentales du bien-être montrent une amélioration marquée, en termes absolus et relatifs, des conditions de vie des gens des pays en développement à faible revenu. »

— Gale Johnson

Libérer le tigre celtique Le rôle des politiques fiscales et industrielles dans la renaissance économique de l'Irlande



Brendan Walsh
National University
of Ireland à Dublin

Alors que certains économistes disaient encore le phénomène des tigres asiatiques, il reste à entreprendre l'étude du tigre celtique pour voir comment on pourrait reproduire

ses exploits. En une décennie, l'économie de la République irlandaise est passée de la « dernière à la première » place en Europe, et elle a échappé aux contraintes ressenties par la plupart des autres économies d'Europe et d'Asie. Un élément fondamental dans ce contexte, mais non le seul, est la politique fiscale et industrielle pratiquée par l'Irlande depuis les années 60.

Dans un exposé intitulé *Le rôle des politiques fiscales et industrielles dans*

la renaissance économique de l'Irlande, Brendan Walsh, de la National University of Ireland, a affirmé qu'un climat favorable à l'investissement étranger a été instauré en Irlande dès les années 60. Puis, au cours des trois décennies menant jusqu'en 1990, les politiques fiscales et industrielles adoptées en réponse à diverses circonstances ont placé l'Irlande dans une situation où elle a pu profiter de la fusion de l'Europe en une seule grande entité économique.

Parmi les autres facteurs à l'origine de la réussite de l'Irlande, il y a la langue et une culture d'entreprise familières aux sociétés américaines, ainsi que la présence d'une main-d'œuvre bien scolarisée et peu coûteuse en comparaison avec le reste de l'Europe. Selon Walsh, ces politiques fiscales et ces facteurs sociaux ont pu jouer essentiellement parce que l'Irlande a pris la pénible initiative de corriger de sérieux déséquilibres dans ses finances publiques durant les années 80.

Initialement, la stratégie adoptée pour corriger le déséquilibre budgétaire a pris la forme d'impôts personnels élevés qui ont provoqué un exode de capitaux et le magasinage outre-frontière, résultant en

- *Le régime fiscal irlandais a évolué vers une plus grande uniformité et un ciblage moins prononcé.*
- *Durant les années 60 et 70, le taux d'imposition nul sur les bénéfiques à l'exportation, qui visait à promouvoir l'activité industrielle, n'a eu qu'un succès mitigé.*
- *Dans les années 90, un taux de 10 p. 100 a été appliqué à l'ensemble des activités manufacturières et aux services entrant dans le commerce international.*
- *Le pays s'est récemment engagé à appliquer un taux de 12,5 p. 100 sur l'ensemble des bénéfiques des sociétés d'ici 2010.*
- *Les réductions des dépenses publiques entreprises en 1987 ont contribué à mettre en place les conditions propices à une croissance économique qui a permis de réduire globalement le fardeau fiscal.*

une hausse rapide du taux de chômage. En 1987, on a procédé à des coupures dans les dépenses publiques et une croissance plus forte s'en est suivie, ce qui a contribué à élargir sensiblement l'assiette fiscale. Toutefois, il est très difficile de dire si la croissance plus rapide est imputable aux impôts moins élevés ou si les impôts ont diminué à la faveur de la croissance.

Depuis 1989, le fardeau fiscal a diminué considérablement en Irlande, tandis qu'il a continué à augmenter dans l'Union européenne (UE). À l'heure actuelle, l'Irlande a l'un des fardeaux fiscaux les moins élevés par rapport au produit intérieur brut de tous les pays de l'OCDE.

L'Irlande a pratiqué un régime de généreuses subventions et de faibles taux d'imposition des sociétés pour les projets mobiles à forte valeur ajoutée des multinationales, tout en maintenant un taux d'imposition plus élevé dans les secteurs captifs comme les services locaux. L'Irlande applique actuellement un impôt préférentiel de 10 p. 100 sur les bénéfices tirés des activités de fabrication et des services entrant dans le commerce

international, bien que les pressions de l'UE aient forcé le pays à accepter d'appliquer un taux uniforme de 12,5 p. 100 d'ici 2010 et d'abolir le remboursement des impôts locaux et les allocations spéciales pour le coût en capital.

Tout en faisant une mise en garde contre la tentation de tirer des conclusions simplistes attribuant un trop grand crédit à la politique fiscale, Walsh croit néanmoins que les données montrent clairement qu'un contexte favorable aux investissements des sociétés a permis à l'Irlande d'accroître sa part de l'IED entrant dans l'UE.

Les distorsions inhérentes à ce système sont en voie d'être supprimées sous les pressions de l'UE, mais le pays profite dorénavant d'un cercle vertueux de baisses d'impôt, de croissance et d'amélioration des finances publiques. Il ressort des données disponibles que la meilleure politique de développement économique à long terme est l'adoption d'un régime d'impôts peu élevés libre de distorsions.

« ... il n'y a eu aucun changement spectaculaire dans les taux d'imposition ou dans la structure fiscale à la fin des années 80... que l'on pourrait considérer comme le facteur ayant déclenché la période d'expansion rapide. Et, il est évident que la baisse rapide du ratio des impôts au PIB dans les années 90 traduisait principalement les importants flux d'IED entrant et la croissance exceptionnelle du PIB, plutôt que l'inverse. »

— Brendan Walsh

Notes

PUBLICATIONS D'INDUSTRIE CANADA BON DE COMMANDE

Veillez cocher les publications que vous souhaitez recevoir et fournir les détails requis pour l'expédition à la page suivante.

Collection Documents de travail

- N° 29 L'écart de productivité entre les entreprises canadiennes et américaines
- N° 30 Investissement étranger direct et croissance de la productivité : l'expérience du Canada comme pays d'accueil
- N° 31 Les entreprises manufacturières sous contrôle canadien sont-elles moins productives que leurs concurrentes sous contrôle étranger?
- N° 32 Le paradoxe canado-américain de la croissance de la productivité
- N° 33 Propension à la R-D et productivité dans les entreprises sous contrôle étranger au Canada
- N° 36 Investissement étranger direct et formation intérieure de capital

Collection Documents hors série

- N° 23 Liens entre changement technologique et croissance de la productivité
- N° 24 Investissement et croissance de la productivité — Étude inspirée de la théorie néoclassique et de la nouvelle théorie de la croissance
- N° 25 Les déterminants économiques de l'innovation
- N° 26 Les PME, l'exportation et la création d'emploi : une analyse au niveau de l'entreprise
- N° 27 La localisation des activités à plus grande valeur ajoutée
- N° 28 Définition et évaluation des liens entre commerce électronique et croissance de la productivité

Collection Documents de discussion

- N° 8 Les déterminants de la croissance de la productivité canadienne : enjeux et perspectives
- N° 9 Le Canada manque-t-il le « bateau technologique »? Examen des données sur les brevets
- N° 10 L'intégration économique de l'Amérique du Nord : problématique et recherche future
- N° 11 Politique sociale et croissance de la productivité : quels sont les liens?
- N° 12 Le boom économique irlandais : les faits, les causes et les leçons

Monographie de recherche

- La productivité au niveau de l'industrie et la compétitivité internationale au Canada et aux États-Unis*, ouvrage collectif publié sous la direction de Dale W. Jorgenson et Frank C. Lee.

Visitez notre site web à strategis.gc.ca/recherche pour consulter ou télécharger le texte intégral des publications de recherche de la Direction de l'analyse de la politique micro-économique ainsi que le texte de **MICRO**.

Perspectives sur le libre-échange nord-américain

- PLN 1 - La fabrication dans les pays de petite taille peut-elle survivre à la libéralisation du commerce?
L'expérience de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis
- PLN 2 - Modélisation des liens entre le commerce et l'investissement étranger direct au Canada
- PLN 3 - Libéralisation des échanges et migration de travailleurs qualifiés
- PLN 4 - Évolution du profil sectoriel et professionnel du commerce international du Canada
- PLN 5 - L'incidence de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis sur le commerce interprovincial
- PLN 6 - L'essentiel sur l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis

Collection Le Canada au 21^e siècle

- N° 1 Tendances mondiales : 1980-2015 et au delà
- N° 2 Libéralisation étendue axée sur les aspects fondamentaux : un cadre pour la politique commerciale canadienne
- N° 3 L'intégration économique de l'Amérique du Nord : les 25 dernières années et les 25 prochaines années
- N° 4 Les tendances démographiques au Canada, 1996-2006 : les répercussions sur les secteurs public et privé
- N° 5 Investissement : les défis à relever au Canada
- N° 6 Visualiser le 21^e siècle — Investissements en infrastructure pour la croissance économique, le bien-être et le mieux-être des Canadiens
- N° 7 Les conséquences du changement technologique pour les politiques de main-d'œuvre
- N° 8 L'économie et l'environnement : l'expérience récente du Canada et les perspectives d'avenir
- N° 9 Réactions individuelles à l'évolution du marché du travail au Canada
- N° 10 La réaction des entreprises — L'innovation à l'ère de l'information
- N° 11 Institutions et croissance — Les politiques-cadres en tant qu'instrument de compétitivité

Veillez fournir les détails requis pour l'expédition :

BON DE COMMANDE

DATE D'ENVOI

NOM

ORGANISATION

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

PAYS

COURRIEL

- Ajoutez mon nom à la liste d'envoi de *MICRO*
- Informez-moi de la parution des nouvelles publications

Postez ou télécopiez ce formulaire au :

Responsable des publications
Analyse de la politique micro-économique
Industrie Canada 5^e étage, tour ouest
235, rue Queen Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél : (613) 952-5704
Fax : (613) 991-1261
Courriel : mepa.apme@ic.gc.ca